

Des Jeux olympiques déjà entachés



Benjamin Kanarek

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les réactions internationales après les événements de Lhassa ont été mesurées. Européens comme Américains ne veulent surtout pas déranger la Chine, leur partenaire commercial et leur fidèle créancier. Alors, oui, Washington a élevé une protestation contre la répression et a simplement appelé Pékin à "engager le dialogue avec le dalaï-lama". Autant ne rien dire du tout. Précisément, c'est parce que le dialogue avec le dalaï-lama était dans une impasse depuis plus de trois ans que les moines tibétains et les jeunes ont osé manifester et s'en prendre à des Hans ! Il est patent que les autorités chinoises n'entendent pas dialoguer, ni accorder aucune forme d'autonomie réelle au Tibet. Au contraire, ils poursuivent l'entreprise de conquête des bords du monde han, entamée depuis des lustres. Et la dislocation en 1989-1990 de l'empire russo-soviétique ne peut que les prévenir contre tout relâchement !

Pourtant, rappelle le dissident chinois Wei Jingsheng dans une tribune, "seule la conjugaison de la pression internationale et d'un mouvement interne peut mener à des résultats tangibles". Or les Tibétains, qui subissent une intégration à marche forcée, se sentent bien peu aidés par la communauté internationale. La voix de la modération, incarnée par le dalaï-lama, n'obtenant rien, ils ont voulu profiter de la proximité des Jeux olympiques de Pékin pour exprimer leur désespoir. Pour l'heure, leur mouvement, peu préparé, n'aura quasiment rien obtenu. Mais, sur le plus long terme, il aura peut-être deux effets. D'abord, il semble que le pouvoir à Pékin soit divisé sur la conduite à tenir, entre le président Hu Jintao – celui-là même qui réprima les manifestations au Tibet en 1989 – et son prédécesseur, Jiang Zemin, qui a ouvert la voie à la discussion avec le dalaï-lama. Ensuite, il est fort probable que de nombreuses contestations viendront troubler les Jeux. Même si le Comité international olympique se tient coi, des sportifs ou d'autres personnalités, après Steven Spielberg, élèveront la voix. Au mois d'août ou peut-être dès demain...

Philippe Thureau-Dangin

l'invité

Paul Krugman, *The New York Times* (extraits), New York

L'impensable est en passe de venir inévitable. Robert Rubin, ancien ministre des Finances américain, et John Lipsky, haut responsable du Fonds monétaire international, ont laissé entendre que le sauvetage du système financier américain passait par le recours à l'argent public. Lipsky a affirmé qu'il ne parlait pas d'un renflouement. C'est pourtant ce qu'il venait de faire. Henry Paulson, l'actuel ministre des Finances, prétend encore que l'utilisation de l'argent du contribuable est "exclue d'emblée". Mais Paulson est aussi crédible sur ce point que sur tout ce qu'il a déclaré auparavant sur la situation financière. La vraie question est donc la suivante : comment les autorités fédérales comptent-elles sauver le système financier, sans par la même occasion tirer d'affaire les personnes qui nous ont mis dans ce pétrin ?

Un sauvetage est inévitable, et voici pourquoi. Entre 2002 et 2007, toutes les idées fausses qui circulaient dans le secteur privé – les prix de l'immobilier ne peuvent que monter, l'innovation financière a supprimé le risque, un triple A accordé par une agence de notation signifie qu'un investissement est sûr – ont provoqué une épidémie de créances douteuses. Parallèlement, les idées fausses ayant cours dans l'arène politique – fondées sur la conviction de l'ancien président de la Réserve fédérale (Fed) Alan Greenspan et de ses amis du gouvernement Bush que le marché a toujours raison et que la réglementation est toujours une mauvaise chose – ont amené Washington à ne pas tenir compte des signaux d'avertissement.

Toutes ces créances pourries ont créé un indescriptible chaos financier qui entraînera des milliards de dollars de pertes. Nombreux sont ceux qui exhortent le gouvernement à ne pas intervenir, et à laisser ceux qui ont inconsidérément octroyé des prêts en subir les conséquences. Mais les autorités ne veulent pas, à juste titre, prendre le risque de voir le système financier paralysé et, avec lui, l'économie réelle. En témoigne ce qui s'est passé le 14 mars, quand la Fed s'est portée au secours de la banque Bear Stearns [au bord de la faillite].

Nul ne s'attend à ce qu'une banque d'affaires soit une organisation caritative, mais la Bear jouit d'une réputation particulièrement détestable. Elle était l'un des principaux promoteurs des institutions les plus controversées offrant des crédits immobiliers à risques. Elle a attiré ses clients dans deux de ses propres fonds spéculatifs, qui allaient figurer parmi les premières victimes de la crise actuelle. Bref, il aurait normalement fallu laisser la Bear mettre la clé sous la porte, parce qu'elle le méritait et parce que Wall Street doit apprendre à ne pas compter sur les autres pour faire le ménage à sa place.

Mais la Fed a quand même volé à son secours, de crainte que la faillite d'une grande banque d'affaires ne sème la

panique sur les marchés et ne ruine l'économie tout entière. Ce qui se passe avec Bear Stearns vaudra pour l'ensemble du système financier. Et, si l'on se fie au passé, cela finira par coûter très cher au contribuable. Dans les années 1980, la crise des caisses d'épargne américaines s'est traduite par 3,2 % de PIB en moins, soit 450 milliards de dollars d'aujourd'hui [285 milliards d'euros]. Et il en a probablement coûté plus de 20 % du PIB aux finances

publiques japonaises pour assainir la situation après l'effondrement de la bulle [des années 1990].

Ces chiffres sont terriblement choquants. Mais ils seront bien peu de chose, comparé à la grande opération de sauvetage qui s'annonce. La seule question est de savoir si elle sera bien menée. L'important est de sauver le système et non les responsables de tout ce gâchis. Ce qui veut dire se débarrasser des actionnaires des institutions défailtantes et annuler les stock-options des dirigeants qui se sont enrichis en jouant à "pile je gagne, face tu perds". La banque JPMorgan Chase va racheter Bear pour une bouchée de pain. C'est une solution acceptable, mais qu'il ne faut pas ériger en modèle. Au-delà, il faudra mettre en place une institution comparable à la Resolution Trust Corporation [créée en 1989], qui avait repris les caisses d'épargne en faillite et vendu leurs actifs afin de rembourser les contribuables. Le temps presse : pendant que vous lisez ces lignes, le système s'écroule. ■

La crise et la moralité



■ Paul Krugman, 55 ans, professeur d'économie et de relations internationales à l'université de Princeton, écrit chaque semaine pour *The New York Times* depuis 1999. Certaines de ses chroniques ont été rassemblées dans *L'Amérique dérape* (Flammarion, 2004).

LE DESSIN DE LA SEMAINE

■ ► Les craintes d'une récession aux Etats-Unis ont entraîné une nouvelle baisse historique du dollar. Lundi 17 mars, l'euro valait 1,59 dollar. "Nous n'acceptons que les euros." Dessin de Chappatte paru dans l'International Herald Tribune, Paris.



Sur www.courrierinternational.com, retrouvez chaque jour un nouveau dessin d'actualité, et plus de 2 000 dessins en consultation libre

Courrier

Les voyages de

Vous aimez nos articles ?

Laissez-vous tenter par nos voyages !

Courrier international et Ulysse vous proposent de vivre l'actualité à travers des voyages exceptionnels coorganisés avec le voyageur Cosmopolis.

Un premier voyage, du 11 au 22 avril 2008, vous fera découvrir la déroutante Corée du Nord.

Un second, du 3 au 14 mai 2008, pour découvrir la complexité de la Transcaucasie (Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie).

Pour nous contacter : 01 53 46 16 84

ou

courrierinternational@cosmopolis-travel.com

Voyages organisés en partenariat avec Cosmopolis, marque de Frequent Flyer Travel Paris
www.cosmopolis-travel.com - Licence 075 01 0024



Brian Sokol/The New York Times

en couverture

◀ Lors d'une manifestation de Tibétains devant un bâtiment des Nations unies à Katmandou, au Népal, le 15 mars dernier.

TIBET LA COLÈRE

■ Malgré la répression qui s'est abattue sur Lhassa, où des manifestations indépendantistes ont dégénéré en émeutes le 14 mars, l'agitation s'est étendue à toutes les zones de peuplement tibétain, y compris dans les autres provinces chinoises. ■ Pour Pékin, la responsabilité de ces troubles incombe au dalaï-lama, qui, pour sa part, met en avant la frustration d'un peuple laissé pour compte par la Chine. ■ Estimant avoir fait preuve de "modération" dans sa réaction, le gouvernement chinois tente désormais d'éviter un embrasement à quelques mois des Jeux olympiques, qui doivent consacrer la puissance de la Chine dans le monde.



Nous continuerons le combat sur

Malgré la répression, la lutte contre l'occupation chinoise durera pendant des générations, affirme un jeune Tibétain en exil. Il explique le désespoir de son peuple.

THE INDEPENDENT
Londres

▼ Dessin d'Arend
Van Dam, Pays-Bas.

Les Tibétains se soulèvent, et les manifestations sont les plus importantes depuis 1989. A Lhassa, au début de la semaine, la situation est tendue mais calme, virtuellement placée sous la loi martiale. L'agitation s'est cependant étendue aux localités de Labrang, Machu, Repkong et Ngapa, dans la province historique tibétaine d'Amdo (agglomérations situées dans les provinces du Gansu, du Qinghai et du Sichuan, selon le découpage administratif chinois), à Lithang, dans la province tibétaine du Kham, et à Phenpo, dans la région autonome du Tibet. Le mouvement a parfois dégénéré en actes de violence, et le nombre de victimes est variable, mais augmente alors que les troubles se développent.

En un sens, cela n'a rien de soudain. Même sur les blogs sévèrement censurés et dans les autres médias populaires au Tibet, on avait le sentiment que la colère montait. L'exil du dalaï-lama, l'avenir de la nation et de l'identité tibétaines face à ce qui est perçu comme l'impé-

rialisme politique et culturel chinois, tout cela est dénoncé dans les médias, au prix de risques considérables. Les Tibétains ont réagi au désespoir politique et à la dépression culturelle par l'exil, l'alcoolisme et, dans le cas du jeune universitaire et poète Dhondup Gyal, le suicide [en 1985].

Depuis la révolte de 1989, la Chine a mis en œuvre un train de mesures politiques rigoureuses vis-à-vis des Tibétains et vis-à-vis du dalaï-lama. Les durs du régime chinois appellent à la répression implacable de la dissidence et à un développement économique débridé, avec le but ostensible d'acheter la loyauté tibé-

taine. Ils espèrent que la question tibétaine s'éteindra avec l'actuel dalaï-lama, septuagénaire, et ils ont supplanté la faction modérée qui prônait le dialogue avec lui. Ces manifestations prouvent que la politique rigoriste n'a réussi ni à intimider les Tibétains, ni à susciter leur loyauté.

Toutefois, Pékin subit le retour de manivelle de sa stratégie contre-productive de neutralisation du dalaï-lama. La Chine a affaibli l'unique autorité susceptible de freiner les Tibétains et de les persuader de rester dans la République populaire. Le saint homme et le gouvernement tibétain en exil ont suivi la voie médiane qui préconise de parvenir à l'autonomie par le respect absolu de la non-violence et par le dialogue. Depuis que ce dernier a été renoué, en septembre 2002, ils ont appelé les exilés tibétains à ne pas manifester contre la visite de dirigeants chinois.

Ces appels, peu populaires, ont été également lancés avant les commémorations [du soulèvement] du 10 mars 1959. Au cours de la cérémonie de remise de la médaille d'or du Congrès [en octobre 2007], le dalaï-lama a assuré à Pékin qu'il userait de son "autorité et de son influence" pour amener les Tibétains à vivre en tant que citoyens chinois. Les Chinois, entraînés par Zhang Qingli, ultraconservateur et secrétaire du Parti communiste au Tibet, ont durci leur campagne de dénigrement du dalaï-lama, le présentant comme un "leader religieux





▲ Moines défilant à Xiahe, dans la zone tibétaine incluse dans la province chinoise du Gansu, le 14 mars.

des générations

fantoche". Après avoir suscité les espoirs des Tibétains, la Chine a commencé à montrer en 2005 qu'elle ne tenait pas à ce qu'aient lieu de véritables négociations. Le dalaï-lama a été vilipendé, ses représentants n'ont même pas été officiellement reconnus, et sa politique de la "voie médiane", qui a poussé les Tibétains à formuler des exigences encore inférieures aux concessions impopulaires des années 1980, s'est retrouvée méprisée, brocardée comme du "vin éventé dans une bouteille neuve".

IMPROBABLES NÉGOCIATIONS AVEC LE PEUPLE TIBÉTAIN

Six séances de négociations gérées avec une grande délicatesse par les responsables tibétains n'ont abouti à rien. Il y a une semaine, le dalaï-lama a reconnu que, "sur la question fondamentale, absolument aucun résultat [n'avait] été enregistré". Propos qui ont apporté de l'eau au moulin des Tibétains, qui voient dans le dalaï-lama leur dirigeant respecté mais qui affirment que seule une indépendance totale pourra garantir la survie de l'identité tibétaine, et qu'il faudrait avoir recours à des stratégies d'action. Il n'est pas dans la nature du régime chinois, disent-ils, de négocier sincèrement avec un dirigeant qui prône la paix et un peuple qui ne compromet pas les intérêts nationaux du pays. Aux yeux de ces Tibétains, les Jeux olympiques de Pékin constituent ce qui ressemble le plus à un intérêt national susceptible d'être compromis.

Malheureusement, la Chine ne tolérant même pas une dissidence pacifique de la part des Tibétains, et les Tibétains considérant leur gouvernement comme l'intermédiaire du colonialisme chinois, certaines manifestations ont basculé dans la violence contre les Chinois d'origine han [l'ethnie majoritaire] et hui [musulmans]. Ces incidents ne constituent cependant pas un retour complet sur l'approche du dalaï-lama. Tout comme les moines birmanes ont fait pression sur la junte militaire afin qu'elle négocie avec Aung San Suu Kyi, les manifestations tibétaines renforcent la position du saint homme. On peut aussi voir dans les émeutes la réaction d'un enfant calme et apparemment faible, soumis à des humiliations et à des passages à tabac incessants, confronté à un avenir incertain, et qui se décide enfin à rendre des coups à la brute qui le terrorise. Le bras de fer risque de s'éterniser sans que le résultat en soit certain. Au moment où j'écris ces lignes, les événements se poursuivent. Mais deux choses sont certaines. Pékin va tenter d'éviter toute concession et se lancera dans une répression impitoyable, sauf si la communauté internationale adopte une attitude beaucoup plus musclée. La lutte que mènent les Tibétains durera pendant des générations, à moins que l'on ne parvienne à une solution avec le dalaï-lama actuel.

Tsering Topgyal*

* L'auteur est tibétain. Il prépare une thèse sur le conflit sino-tibétain à la London School of Economics.

CHRONOLOGIE Aux origines de la révolte

Même si l'on tient compte des possibles exagérations, l'armée chinoise est confrontée au Tibet à un soulèvement tel que la région n'en avait pas connu depuis la révolte des Khampas [population de l'est du Tibet, la première région envahie par la Chine], dans les années 1950, qui fut écrasée par les soldats de Pékin. A l'origine, l'agitation a commencé par des manifestations pacifiques organisées, le 10 mars, par les moines de trois monastères de Lhasa à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 1959. Les participants se sont contentés de crier des slogans et ont ainsi évité les violences. A plusieurs reprises, ils ont tenté de défilé en procession, mais ils en ont été empêchés par la police, au début à coups de matraque, puis de gaz lacrymogènes. Durant les trois premiers jours (10, 11 et 12 mars), seuls les moines y ont pris part, le reste de la population restant à l'écart. A partir du 13 mars, une partie des habitants de Lhasa, en particulier des jeunes, ont rejoint les manifestants. Certains sont descendus dans la rue à leur côté, d'autres se sont ralliés aux moines. Avec l'arrivée des jeunes, les manifestations ont pris un tour plus violent. Les membres des forces de sécurité chinoises et les colons hans [chinois] venus de l'extérieur du Tibet ont fait l'objet d'agressions ciblées [ce qui semble se confirmer au fur et à mesure des témoignages parvenus en Occident]. Des Tibétains qui travaillaient pour les autorités ont abandonné leurs postes pour s'associer aux contestataires. Si la police de Lhasa, composée d'un mélange de Hans et de Tibétains, a gardé son sang-froid et s'est abstenue de tout recours excessif à la force, les unités de l'armée chinoise, constituée essentiellement de Hans, ont paniqué et ouvert le feu à deux reprises sur les manifestants, provoquant la mort d'au

moins deux personnes. Cela n'a fait qu'augmenter l'exaspération et pousser les Tibétains à descendre dans la rue. Ces derniers ont fini par incendier au moins trois véhicules militaires.

Alors que dans les premiers jours les moines se contentaient de scander des slogans en faveur du dalaï-lama et d'appeler à l'indépendance du Tibet, les jeunes ont protesté contre la voie ferrée reliant Lhasa à Pékin inaugurée en 2006, affirmant qu'elle avait été construite par des forçats tibétains dont beaucoup seraient morts pendant les travaux. Ils ont par ailleurs réclamé la libération du panchen-lama, désigné par le dalaï-lama conformément aux traditions tibétaines. Ce dignitaire a été arrêté par les autorités chinoises en 1995 et remplacé par une personne nommée par Pékin. Le 14 mars, la plupart des manifestants ont abandonné les rues de Lhasa. Il y règne un calme relatif. Les rues sont seulement occupées par les nombreuses patrouilles des forces de l'ordre. Les troubles se sont propagés et touchent désormais d'autres parties du territoire. En effet, à la nouvelle des tirs qui ont fait plusieurs morts dans la capitale régionale, des manifestations ont éclaté dans les campagnes [et dans les villes des provinces limitrophes habitées par des populations tibétaines, qui font partie de ce que les Tibétains appellent le "Tibet historique", voir carte p. 37]. Prises au dépourvu, les autorités chinoises se montrent extrêmement gênées. Depuis un peu plus d'un an, elles ont invité de nombreux journalistes étrangers à admirer la nouvelle voie ferrée, ce qui a donné lieu à la publication d'un certain nombre de reportages complaisants. Les récents événements donnent évidemment une tout autre image du Tibet.

B. Raman*, Outlook (extraits), New Delhi

* Associé au Centre d'études chinoises de Madras.

■ **Dernière heure** A l'heure où nous mettons sous presse, la tension reste vive, plusieurs heures après l'expiration de l'ultimatum lancé aux émeutiers par les autorités chinoises. La BBC fait état d'arrestations à Lhasa et de convois militaires se dirigeant vers le Tibet. Plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Ganzi, dans la province du Sichuan, rapporte le Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, une organisation tibétaine en exil. Selon la même source, 500 moines de Zhouni Xian, dans la province voisine, le Gansu, ont manifesté. Dans cette même région, 19 personnes ont été tuées par balle, note le gouvernement tibétain en exil, qui avance un bilan de 99 morts depuis le début des manifestations. Les autorités chinoises ont, pour leur part, reconnu la mort de 13 personnes.



“Une exaspération qui dépasse tout”

Pour Françoise Robin, tibétologue et enseignante à l'INALCO, les manifestations violentes illustrent les frustrations d'un peuple laissé pour compte.

COURRIER INTERNATIONAL
Paris

► *Troupes chinoises à Lhassa le 15 mars.*

N'est-ce pas la première fois depuis fort longtemps que les relations entre Tibétains et Chinois s'enveniment au point de se solder par des morts et des blessés ?

FRANÇOISE ROBIN Il s'agit d'une rupture, d'un tournant dans l'attitude des Tibétains vis-à-vis des Chinois, même si, dans le passé, pendant la Révolution culturelle en particulier, on a vu des épisodes de révolte antichinoise violente. Mais aujourd'hui on a le résultat de cinquante ans d'occupation par une dictature coloniale. Ces décennies ont été émaillées d'innombrables protestations menées par des moines, suivies de vagues de répression très dure. Cette fois, comme en 1989, la foule s'est jointe aux moines qui manifestaient, le 10 mars, à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 1959. Ce n'était pas arrivé depuis 1989. On ignore comment les violences ont commencé. Ce qui est marquant, cependant, c'est que **la première cible des attaques a été le secteur économique**, à savoir les magasins tenus par des Chinois. Leur multiplication rapide a alimenté la rancœur des Tibétains, car elle a accentué leur sentiment d'être les laissés-pour-compte du développement économique, **qui exacerbe leur désespoir face à la disparition de la culture et de la langue locales**. La Chine pensait avoir anesthésié le sentiment identitaire et donc la revendication d'indépendance grâce à la croissance économique. Mais les Tibétains n'en ont pas bénéficié. Les jeunes Tibétains, dans leur grande majorité, n'ont pas accès à l'éducation ni à l'emploi, ils ne se voient pas d'avenir. Le fait que les manifestations des derniers jours aient réuni religieux et laïcs est la marque d'une exaspération qui dépasse tout, et qui fait surmonter la peur, la terreur ressentie quotidiennement par les Tibétains de Lhassa. Le passage à la violence, dont on ignore encore l'origine et l'étendue, est encore plus étonnant.

Comment interpréter les violences compte tenu de la politique de protestation pacifique du dalaï-lama ?

Il n'est pas impossible que le discours très incisif du dalaï-lama à l'occasion du 10 mars, où il évoquait la terreur et la *“répression inimaginable”*, ait joué un rôle [voir encadré ci-contre]. Il est toutefois hautement improbable que le dalaï-lama ait tenu de tels propos avec l'intention de créer des troubles. Il a peut-être saisi l'occasion, en cette année olympique, de se réconcilier avec une jeunesse tibétaine en exil de moins en moins convaincue par le pacifisme et sa politique modérée en faveur de l'autonomie – et non de l'indépendance – tibétaine. Quoi qu'il en soit, que ses propos aient ou non été entendus au Tibet, les Tibétains étaient de toute façon prêts à manifester. La limite du supportable pour les Tibétains a été atteinte, et cela était palpable lors de mon séjour à Lhassa, en janvier. Même des membres de l'élite tibétaine, des jeunes faisant

■ A lire
Pour la première fois, un Tibétain éduqué raconte, dans sa langue et à la première personne, son parcours après la répression violente par les troupes chinoises du soulèvement nationaliste de Lhassa en 1959. Dans *Memories of Life in Lhasa under Chinese Rule* [éd. Columbia University Press, 2007, non traduit en français], **Tubten Khetsun, âgé de 18 ans à l'époque, décrit les emprisonnements, les interrogatoires, la faim, les violences et le travail forcé.**

▼ *Le dalaï-lama. Dessin de David Levine paru dans The New York Review of Books, Etats-Unis.*



des études dans les meilleures institutions possible, à Lanzhou, à Pékin, à Chengdu, ont manifesté à visage découvert. Ils ont pris un grand risque. L'étendue géographique des manifestations est d'ailleurs extrêmement parlante, les manifestations ont touché surtout de nombreuses localités du Tibet historique, bien au-delà du territoire de la région autonome du Tibet remodelé par les autorités chinoises [voir carte]. Cela montre très concrètement que la revendication territoriale des Tibétains est fondée et que **la solidarité et la communauté de destin** entre Tibétains, quelle que soit la province chinoise où ils résident, sont vivaces.

Les images d'émeutes ne risquent-elles pas d'émousser la solidarité internationale avec les Tibétains ?

Les autorités chinoises ont fait circuler des images montrant les Chinois de Lhassa comme des victimes. Cela risque de renforcer le nationalisme, déjà exacerbé, des Chinois et leur méfiance

envers les Tibétains. Mais les manifestations de soutien aux Tibétains qui ont déjà eu lieu à travers le monde montrent que la propagande chinoise n'a pas atteint son objectif. Certes, on connaît la capacité d'oubli des médias occidentaux ; on a, par exemple, fort peu entendu parler de la Birmanie depuis la répression de manifestations de moines, en septembre 2007. Dans l'ensemble, au Tibet, seule la répression se profile à moyen terme, avec un Tibet fermé aux touristes étrangers pour les mois à venir. On peut se demander si l'Occident est capable de prendre la mesure de ce qu'un laisser-faire comme celui qui prévaut actuellement représente comme danger pour ses propres valeurs : droits de l'homme, liberté d'expression, justice. **Les autorités chinoises connaissent la capacité d'oubli des Occidentaux et comptent dessus pour éviter que la question du Tibet n'envenime durablement leurs relations diplomatiques.**

Propos recueillis par Agnès Gaudu

PORTRAIT L'homme qui incarne le Tibet

Accusé par le Premier ministre chinois d'être l'instigateur des événements de ces derniers jours, le dalaï-lama a indiqué le 18 mars, depuis Dharamsala, en Inde, où il est en exil, qu'il était prêt à démissionner de son rôle de chef d'Etat si la situation devait se détériorer. Il s'est élevé contre les violences et le développement de sentiments antichinois. Symbole de la lutte des Tibétains pour la reconnaissance de leur cause, le dalaï-lama a joué un rôle crucial dans la survivance de ce conflit sur la scène internationale. Si, **pendant dix ans, au Tibet même, son nom n'était plus évoqué**, récemment dans les rues de Lhassa, les gens parlaient de lui spontanément. Son discours du 10 mars, pour marquer le 49^e anniversaire du soulèvement antichinois de Lhassa, a été émaillé de phrases plus sévères qu'auparavant, selon certains observateurs. *“La langue, les coutumes et les traditions tibétaines disparaissent peu à peu”*, a-t-il notamment déclaré. Les politiques de transfert de population non tibétaine menées par les autorités chinoises augmentent, **“réduisant les Tibétains à une minorité insignifiante dans leur propre pays”**. Depuis presque soixante ans, *“dans tout le Tibet historique [U-Tsang, Kham et Amdo], les Tibétains doi-*

vent vivre sous le joug chinois, dans un état constant de peur, d'intimidation et de suspicion. La répression continue de s'accroître, avec de nombreuses et graves violations des droits de l'homme et la négation de la liberté religieuse. Je demande instamment au gouvernement chinois de mettre un point d'arrêt immédiat à ces politiques”, a-t-il ajouté. Pékin accuse le dignitaire de demander l'indépendance, ce qui était vrai il y a trente ans. Depuis le début des années 1970, le dalaï-lama parle d'autonomie. Dans un entretien accordé en septembre 2007 au *Wall Street Journal*, il expliquait : *“Nous ne demandons pas l'indépendance. Nous cherchons une solution en accord avec la Constitution chinoise”*, qui reconnaît l'égalité entre toutes les nationalités. Pour certains observateurs tibétains, **le gouvernement chinois joue la montre dans l'attente de la disparition du dignitaire**. Le dalaï-lama en a bien conscience. *“Il y a de plus en plus de signes de frustration, non seulement chez les exilés, mais aussi à l'intérieur”*, affirmait-il lors de son entretien au *Wall Street Journal*. *“Les suicides, les attentats, toutes ces choses sont possibles. Mais nous demandons toujours aux gens de rester en paix”*, concluait-il.





Point de salut dans la violence

La sinisation à outrance du Tibet explique cette poussée de fièvre. Pékin a donc tout intérêt à renouer le dialogue pour éviter une crise sans fin.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston

La violente répression des manifestations au Tibet met à mal la légende de l'« ascension pacifique » de la Chine au statut de grande puissance. Mais les émeutes déclenchées par les fidèles du dalaï-lama sont aussi révélatrices de l'exaspération que suscitent ses appels à la résistance non-violente contre la domination chinoise. Reste à savoir laquelle de ces deux voies permettra de résoudre la situation épineuse sur le Toit du monde. Tout avait pourtant commencé dans le calme. Le 10 mars, dans la capitale, Lhasa, environ 300 moines avaient profité de l'anniversaire du soulèvement tibétain de 1959 – à l'issue duquel le dalaï-lama avait dû se réfugier en Inde – pour manifester contre l'incarcération de quelques-uns de leurs coreligionnaires. Plusieurs moines avaient alors été molestés et interpellés, ce qui avait entraîné de nouvelles manifestations, lesquelles ont débouché, le 14 mars, sur de grandes émeutes et sur des troubles dans d'autres parties du Tibet. Le dimanche 16, les dirigeants chinois en sont venus à imposer dans les faits la loi martiale [ils se défendent d'avoir formellement pris cette mesure et affirment n'avoir fait appel qu'à la police armée, et non à l'armée]. Le dalaï-lama a réclamé l'ouverture d'une enquête extérieure sur ce qu'il dénonce comme le « génocide culturel » du mode de vie tibétain, en particulier l'interdiction des pratiques bouddhistes. A quelques mois des Jeux olympiques, la brutalité de la répression contre ces manifestations en faveur de la liberté compromet gravement la grande fête censée célébrer l'entrée de la Chine sur la scène mondiale. Au moment même où les sportifs décrocheront des médailles à Pékin, des troupes seront peut-être encore déployées dans les rues de Lhasa. Il faut

■ **Répression**
 « La manière qu'a le Parti communiste chinois de considérer la question des minorités est souvent à courte vue », estime l'écrivain chinois Wang Lixiong, auteur de plusieurs essais sur le Tibet et le Xinjiang. « Cela reflète une mentalité de dominant qui révère la force, sans aucun sentiment pour les sans-pouvoir et les minorités. Ces méthodes cruelles sont une transposition à grande échelle sur les minorités de la politique consistant à éradiquer les germes de toute instabilité, qui avait été appliquée après la répression du mouvement de Tian'anmen, en 1989. »

que les dirigeants chinois renouent sans conditions le dialogue avec le dalaï-lama. Depuis des décennies, il fait preuve d'une extrême patience, ayant même renoncé à ses revendications indépendantistes en faveur d'une « autonomie importante » pour le Tibet. L'action non violente doit susciter une réaction non violente.

En tant que chef spirituel du Tibet (et lauréat du prix Nobel de la paix), il a exprimé sa sympathie envers les manifestants. En Chine même, les Tibétains sont traités comme des citoyens de second ordre, et leurs droits sont plus sévèrement restreints que dans d'autres régions. Les autorités ont usurpé la hiérarchie bouddhiste et répandent des calomnies sur le dalaï-lama. Mais c'est la campagne visant à submerger le Tibet de Chinois d'ethnie han, surtout après la construction de la voie ferrée Pékin-Lhasa, il y a deux ans, qui a provoqué une résurgence du ressentiment, ces nouveaux immigrants bénéficiant d'avantages injustes.

Les Tibétains perdent foi dans l'approche non violente du dalaï-lama, et craignent de se retrouver sans chef après sa mort. L'Europe et les Etats-Unis doivent répondre de façon positive à son appel à l'ouverture d'une enquête, si l'on veut que son peuple en colère suive ses recommandations pacifiques. Sans un retour sur la voie de la non-violence, le Tibet pourrait un jour connaître le sort du Kosovo, les violences provoquant une intervention occidentale sous une forme ou sous une autre. Ironie du sort, la Chine a accepté, mi-mars, de reprendre les négociations avec les Etats-Unis sur les questions des droits de l'homme. Quant à la population de Taïwan, elle se prépare à rejeter par les urnes le projet du président sortant, qui voulait proclamer officiellement l'indépendance de l'île, ce qui a provoqué des menaces de la part de Pékin.

Il faut mettre à l'épreuve la volonté de la Chine, afin de voir si elle est d'humeur à se montrer généreuse avec le Tibet. On peut lui donner une nouvelle chance de prouver qu'elle peut avoir recours à des moyens pacifiques pour garantir la liberté au Tibet. Mais le temps passe, et la confiance s'amenuise.

TÉMOIGNAGE Deux poèmes de l'intérieur

Les Tibétains qui vivent en Chine n'ont pour ainsi dire aucun canal d'expression, les informations sortent clandestinement. Quelques poèmes nous sont parvenus, dont on taira par prudence le nom des auteurs.

I
 J'ai jeté un coup d'œil
 En direction de la lueur d'une lampe à beurre,
 Et comme si je voyais un dieu
 J'ai placé mes mains sur mon cœur.

Comme si ma naissance actuelle ou mon lieu
 de naissance étaient des erreurs,
 Un long envoûtement m'a ouvert la bouche.
 J'ai égrené quelques prières,
 J'ai déployé les livres religieux, usés et déchirés,
 Et déroulé les thanka remplis d'amour
 Des sons sont sortis de ma bouche,
 Et j'ai murmuré comme si je parlais à quelqu'un.
 J'ai fait le tour d'un stûpa blanc
 Qui est derrière moi.

Tel un être d'exception qui s'appuie sur
 ses arrières
 J'ai orienté mes pas vers ma maison,
 Rempli d'espoir, tourné vers tout l'existant.
 J'ai confié tous mes espoirs d'aujourd'hui
 à la dévotion.

O mon triste pays,
 Où tous ceux qui, demain, seront victimes
 de l'épidémie seront comptabilisés comme
 destin...

II
 Je ne vois rien du tout.
 Je ne vois rien du tout.
 Je ne vois rien du tout.
 Je ne vois rien du tout.

Après ce moment d'aveuglement,
 Je prends finalement conscience d'être
 prisonnier.
 Paix et bonheur.

VU DU MYANMAR Solidarité

Quelques mois après avoir eux-mêmes vu leur mouvement être réprimé, les moines birmans condamnent l'attitude des autorités chinoises vis-à-vis des religieux tibétains. Le porte-parole de l'Alliance de tous les moines birmans, U Pyinya Zawta, a déclaré au magazine *The Irrawaddy* : « Le gouvernement chinois doit cesser de réprimer les moines et doit entamer des négociations pacifiques. » Aux yeux de U Pyinya Zawta, la répression par les forces chinoises est similaire à celle des autorités birmanes contre les moines birmans en septembre dernier. Moines tibétains et birmans entretiennent des liens étroits. « Les images de la révolution de safran [nom donné aux manifestations de septembre] ont inspiré les moines tibétains », croit savoir un journaliste de Rangoon, cité par le magazine.



L'appel d'un Chinois en faveur des Tibétains

La répression à Lhassa devrait rappeler aux Chinois qu'ils affrontent un même pouvoir dictatorial, explique le dissident en exil Fang Jue.

XIN SHIJI - NEW CENTURY NET
Monterey (Californie)

Depuis plusieurs jours, le pouvoir communiste chinois mobilise en masse les forces de police et l'armée pour réprimer le mouvement de protestation pacifique du clergé et des laïcs dans la région du Tibet, causant de nombreux morts et blessés. L'Histoire se répète, puisqu'il y a dix-neuf ans de cela, le secrétaire du comité du Parti communiste de la région tibétaine, **Hu Jintao, dirigeait déjà la répression** contre des manifestations pacifiques du peuple tibétain. Au printemps 1989, il faisait intervenir l'armée contre le peuple tibétain, ce qui constituait une répétition à balles réelles de la tragédie du 4 juin provoquée par le dictateur Deng Xiaoping [sur la place Tian'anmen]. Le drame que connaît aujourd'hui le Tibet prouve que le pouvoir chinois n'a rien perdu de son caractère despotique et **qu'il est toujours prêt à réprimer par la force toute manifestation populaire pacifique**. Par conséquent, l'ensemble du peuple chinois doit se montrer sensible au sort des Tibétains et leur apporter son soutien. L'ensemble du peuple chinois doit davantage prendre conscience de la nécessité commune de pousser la Chine à amorcer un virage vers la démocratie.

Non seulement le cœur du Tibet a vu éclater les manifestations les plus importantes depuis près de vingt ans, mais des violents mouvements de protestation ont également eu lieu dans les régions de regroupement de l'ethnie tibétaine des provinces du Gansu, du Sichuan et du Qinghai, ce qui prouve que tous les Tibétains ont les mêmes intérêts et des revendications iden-

► Pékin, 17 mars, Institut des minorités nationales. Veillée d'étudiants tibétains à la mémoire des victimes à Lhassa.

■ **Silence**
Les autorités chinoises se sont assurées que la population chinoise n'était pas informée des événements au Tibet autrement que par les déclarations de l'agence officielle Xinhua. Une quinzaine de journalistes hongkongais ont été reconduits à Hong Kong, et aucun journaliste étranger ne peut plus se rendre au Tibet. Les chaînes de télévision internationales ont été brouillées. Les reporters ayant tenté de s'approcher des zones tibétaines du Gansu ont été interceptés par la police.



tiques. Depuis longtemps, le pouvoir communiste chinois a scindé le territoire tibétain en cinq parties : une région autonome et quatre zones autonomes au sein de provinces [à majorité han]. Malgré cela, il n'a pas réussi à rompre leur unité et leur résistance commune à l'oppression.

Le soulèvement récent du peuple tibétain va en fait plus loin que les revendications politiques du dalaï-lama. Ce dernier, qui appartient à la vieille génération des dirigeants tibétains, n'a pas une influence déterminante sur la nouvelle génération. Alors que le gouvernement chinois s'entête à refuser toute avancée institutionnelle ou toute modification de sa politique tibétaine, un nombre croissant de Tibétains se désintéressent des contacts sans résultats entre le pouvoir communiste chinois et les représentants du dalaï-lama, et cherchent plutôt à conquérir des droits en comptant sur leurs propres forces. **Le rêve du gouvernement chinois de voir la question du Tibet se régler d'elle-**

même avec le décès du dalaï-lama commence donc à être brisé par la lutte de la nouvelle génération tibétaine. Il s'agit là d'un nouveau tournant dans l'évolution du dossier tibétain.

Depuis des dizaines d'années, les Tibétains se battent pour un objectif : l'autonomie de leur peuple. C'est parce que le pouvoir communiste chinois n'autorise pas les Tibétains à mettre en place une véritable autonomie que le peuple tibétain ne peut jouir de la liberté de religion et qu'il peine à préserver efficacement ses traditions culturelles. La question de la religion et de la culture tibétaines ne pourra être résolue que sur la base de l'autonomie du peuple tibétain. Aujourd'hui, c'est encore et toujours pour l'autonomie de leur peuple que se battent les moines et les laïcs tibétains. Le moment est venu pour la communauté internationale de soutenir ouvertement l'autonomie tibétaine !

Fang Jue*

* Chinois résidant aux Etats-Unis.

VU DE PÉKIN La modération face à la provocation

Après les manifestations de Lhassa, qui se sont terminées en scènes d'émeutes, les autorités chinoises ont été promptes à **rejeter la responsabilité des violences sur le dalaï-lama**. Lors d'une conférence de presse organisée le 18 mars, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a affirmé que l'accusation de "génocide culturel" perpétré par la Chine au Tibet n'était qu'un "mensonge". Il a justifié l'intervention des forces de l'ordre pour réprimer les vols, les incendies volontaires et les violences fomentés, selon lui, par les exilés tibétains. "Il y a suffisamment d'indices pour prouver que cet incident a été organisé, prémédité, planifié et instigué par la clique du dalaï-lama. Cela montre bien que ses affirmations selon lesquelles elle cherche non pas l'indépendance mais le dialogue pacifique ne sont que des mensonges", a-t-il déclaré. "A l'étranger, de nombreuses voix ont

appelé le gouvernement chinois à faire preuve de 'modération' dans son traitement des violences au Tibet", peut-on lire dans un éditorial du *China Daily*. "Mais ces voix, intentionnellement ou non, sont presque silencieuses quant aux actes de violence perpétrés à Lhassa. Car la nature de ces actes ferait prendre des mesures drastiques à la plupart des gouvernements dans le monde", poursuit le quotidien anglophone officiel. Le gouverneur de la région autonome du Tibet, Qiangba Puncog, présent à Pékin pour la session parlementaire annuelle, a affirmé de son côté que la police avait fait preuve de "mesure" et n'avait pas fait usage d'armes "létales". Le *China Daily* précise que 300 incendies auraient été allumés, 214 maisons et magasins et 56 véhicules auraient été réduits en cendres. Soixante et un membres des forces de l'ordre auraient

été blessés, dont six gravement. **Un civil aurait été arrosé d'essence et brûlé vif.** Politiquement, les troubles au Tibet pourraient avoir un effet dévastateur sur la faction de Hu Jintao au pouvoir à Pékin, selon des sources internes du Parti communiste chinois citées par l'éditorialiste Willy Lam dans le webzine hongkongais *Asia Sentinel*. En effet, dans la montée au pouvoir de Hu Jintao, l'étape tibétaine, qui l'a vu diriger le parti de la région autonome entre 1988 et 1992, aura été décisive, poursuit Willy Lam. A ce titre, **il a fait face aux émeutes de 1989 à Lhassa, en imposant la loi martiale, et c'est une des "raisons majeures" qui ont poussé Deng Xiaoping à le désigner comme futur leader dès 1992.** "Dix-neuf ans plus tard, le commandant en chef des armées et les protégés de Hu ont échoué à contenir les troubles malgré une présence plus forte de l'armée", note *Asia Sentinel*.

Hu avait en effet renforcé les troupes stationnées au Tibet et au Xinjiang en 2007, afin de s'assurer que les deux régions autonomes resteraient calmes pendant la période des Jeux olympiques. De plus, les dirigeants du Parti pour ces deux provinces sont des protégés de Hu Jintao. Or aujourd'hui, c'est toute la faction de Hu qui pourrait subir les effets négatifs des événements actuels au Tibet. La modération affichée par les autorités chinoises dans leur répression des manifestations est à replacer dans ce contexte. Il est en effet dans l'intérêt de Hu d'éviter un bain de sang et le possible boycott des Jeux olympiques qui suivrait. Mais, quoi qu'il en soit, conclut Willy Lam, **le rêve suprême de réaliser des Jeux olympiques immaculés s'évanouit, ainsi que celui de propulser aisément une nouvelle génération de dirigeants passés par le Tibet.**

La main américaine ?

Vu d'Inde, Pékin craindrait avant tout la politique de Washington, qui soutient le dalaï-lama et l'encourage à résister. Avec, en toile de fond, la peur du boycott des Jeux.

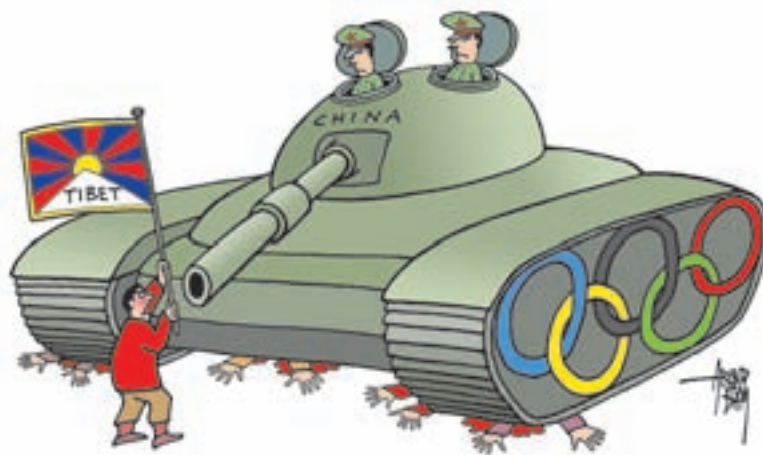
OUTLOOK (extraits)
New Delhi

La Chine s'inquiète de plus en plus et considère que Washington fait pression pour que la question tibétaine s'emballe dans les mois précédant les Jeux olympiques de Pékin, en août 2008. Cette crainte n'a rien de nouveau, mais elle s'est accrue depuis la visite très médiatisée de Sa Sainteté le dalaï-lama aux Etats-Unis et au Canada [en octobre 2007], et depuis qu'il a fait l'objet d'honneurs particuliers aux Etats-Unis. Il s'est ainsi vu décerner la médaille d'honneur du Congrès en présence du président George Bush. Même si les Américains ont affirmé qu'il ne s'agissait que de l'expression de leur respect et de leur admiration pour un chef spirituel, sans aucune connotation politique, les Chinois soupçonnent cette remise de décoration de masquer la volonté de les harceler sur la question du Tibet.

A l'approche des Jeux olympiques, Pékin redoute davantage ce que les Américains peuvent faire au Tibet que ce qu'ils font à Taïwan. Les autorités chinoises n'ont pas traité l'affaire de la médaille du Congrès comme un incident qu'on critique puis qu'on oublie. Elles continuent d'exprimer leur inquiétude et leur mécontentement de façons aussi diverses que subtiles. Le refus d'autoriser des navires de guerre américains à faire escale à Hong Kong serait la conséquence de l'insatisfaction chinoise à propos du traitement réservé au dalaï-lama. Ainsi, le 21 novembre 2007, Pékin a annulé une autorisation accordée des mois plus tôt prévoyant que le porte-avions américain *Kitty Hawk* fasse escale à Hong Kong. Puis les autorités sont revenues sur cette annulation, étant donné que le feu vert avait effectivement été donné depuis des mois.

Aussi bien du côté chinois que du côté américain, on s'abstient de relier cet imbroglio au dalaï-lama. Mais le pas a été franchi par des experts indépendants. Dans son édition du 25 novembre 2007, le *Washington Post* citait le professeur Shi Yinhong, de l'Université du peuple de Pékin : "En refusant l'escale à ce navire de guerre [le *Kitty Hawk*], la Chine espérait simplement que ce rejet, ce changement d'attitude, ferait comprendre aux Etats-Unis qu'elle n'appréciait pas que Bush ait décidé de remettre personnellement la médaille d'or du Congrès au dalaï-lama."

Pékin a toutes les raisons de craindre que le leader tibétain n'ait commencé à évoquer d'autres solutions [plutôt que la voie pacifique] après sa visite à Washington. La Chine soupçonne fortement que l'idée d'une frappe préventive contre Pékin sur la question de sa succession ne lui ait été suggérée par ses partisans et ses conseillers aux Etats-Unis. Pékin semble redou-



▲ Dessin d'Arend Van Dam, Pays-Bas.

ter que ses conseillers américains ne le persuadent d'annoncer le nom de son successeur à la veille des Jeux, afin de détourner l'attention internationale de l'événement.

Les efforts des détracteurs de la Chine et des fidèles du dalaï-lama visant à organiser un boycott des Jeux pour protester contre les violations incessantes des droits des Tibétains sont restés vains. Ils cherchent maintenant à empêcher que la flamme olympique atteigne le sol américain. Les partisans du dalaï-lama ont déclenché une campagne visant à pousser la municipalité de San Francisco à refuser que la torche passe par la ville californienne. "Il ne faut pas laisser la flamme servir de vecteur de propagande à la dictature communiste chinoise", a lancé Dana Rohrabacher, représentant républicain de Californie, qui, en août 2007, a proposé des résolutions appelant les Etats-Unis à boycotter les Jeux olympiques à cause du rôle joué par la Chine au Darfour et de ses violations des droits de l'homme.

Conscient du mécontentement chinois sur l'attribution au dalaï-lama de la médaille d'honneur du Congrès, New Delhi aurait invité ses ministres et hauts responsables à ne pas assister à une cérémonie organisée dans la capitale indienne en hommage au saint homme à son retour de Washington. Il s'agissait de ne pas donner l'impression à la Chine que les partisans et les admirateurs de Sa Sainteté en Inde agissent en tandem avec leurs homologues américains.

B. Raman

■ **Taiwan**
Le favori à l'élection présidentielle taiwanaise du 22 mars, Ma Ying-jeou, candidat du Kouomintang, a indiqué que, s'il était élu, il pourrait appeler au boycott des Jeux olympiques de Pékin. "Si les autorités chinoises poursuivent leur répression contre les Tibétains et que la situation se dégrade, je n'écarterai pas, si je suis élu au poste de président, la possibilité de ne pas envoyer d'athlètes à Pékin", a déclaré M. Ma. Il a condamné les violences au Tibet.

RÉACTIONS

■ Etats-Unis

CONDOLEEZZA RICE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT

"Nous demandons instamment à la Chine de respecter le droit fondamental et universellement reconnu de tous ses citoyens à exprimer pacifiquement leurs opinions politiques et religieuses. Nous appelons la Chine à libérer les moines et les autres personnes retenues pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions."

■ Royaume-Uni

LORD MALLOCH BROWN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

"A l'approche des Jeux olympiques, si elles répriment de manière violente les manifestants, les autorités chinoises le paieront au prix fort dans l'opinion publique internationale. J'espère qu'elles s'attacheront sincèrement à trouver un moyen de régler la situation par le dialogue et qu'elles amorceront une véritable discussion sur le Tibet", a-t-il déclaré lors d'un entretien accordé à BBC4.

■ Inde

PRANAB MUKHERJEE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

"Nous sommes attristés par les informations sur les violences à Lhassa et par la mort de personnes innocentes. Nous espérons que toutes les parties impliquées useront du dialogue et de moyens pacifiques pour améliorer la situation et venir à bout des raisons des troubles qui secouent le Tibet, une région autonome de la Chine", a-t-il expliqué devant les parlementaires indiens.

■ France

COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

"Nous sommes très préoccupés par la situation et par les événements qui se déroulent au Tibet et dans d'autres provinces. Ces événements font apparaître la nécessité d'un dialogue afin de parvenir à une solution durable qui permette aux Tibétains de vivre pleinement leur identité culturelle et spirituelle dans le cadre de la république populaire de Chine. A l'approche des Jeux olympiques, qui doivent être un grand événement de fraternité, la France attire l'attention des autorités chinoises sur l'importance du respect des droits de l'homme."

■ Allemagne

ANGELA MERKEL, CHANCELIERÈ

"Je ne crois pas à un boycott des Jeux olympiques." Citée dans le quotidien populaire *Bild*, elle craint qu'une telle initiative n'exacerbe la situation. Sa rencontre, en septembre 2007, avec le dalaï-lama avait suscité l'ire des autorités chinoises.

■ Népal

PRITHVI SUBBA GURUNG, MINISTRE DU TOURISME

"Nous ne voulons pas que le Népal soit utilisé par un mouvement séparatiste." De nombreux réfugiés tibétains vivent au Népal. Depuis le début des troubles à Lhassa, des policiers chinois en civil et en uniforme patrouillent du côté népalais de la frontière. Par ailleurs, à la demande de la Chine, le pays a accepté de fermer l'accès au sommet de l'Everest au mois de mai, lors du passage de la flamme olympique.

EDITORIAL L'Occident soumis

Le moment n'aurait pu être plus mal choisi : au début de la semaine dernière, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils avaient rayé la Chine de la liste des pays les moins respectueux des droits de l'homme. Quelques jours plus tard, la répression sanglante de Lhassa montre que Pékin était loin de pouvoir y prétendre. Quoi qu'il en soit, les Tibétains sont assurés d'avoir l'attention du monde occidental. Les déclarations de solidarité seront-elles pour autant suivies d'un soutien politique concret ? C'est peu probable, malgré l'occasion qu'offrent les Jeux olympiques : les intérêts économiques s'y opposent. Angela Merkel montre à quel point le monde est sur le fil du rasoir dans ses relations avec la Chine. La chancelière compte certes continuer à soutenir les revendications des Tibétains en matière d'autonomie culturelle et religieuse. Mais elle s'est empressée de faire dire à ses porte-parole que la République fédérale suivait la politique "une seule Chine". Un acte de soumission.

Nicolas Wolz, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Francfort